

Bruxelles, le 8 octobre 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, LE PARENT PAUVRE DU BUDGET PRINCIPE OU RÉALITÉ?

Nous entendons depuis plusieurs semaines résonner de toutes parts les discussions autour du budget 2010 des différentes entités fédérées.

Chacun y va de sa déclaration, de ses pistes de solution, de ses mises en garde, toutes plus alarmistes les unes que les autres...

La crise fait des ravages, le chômage augmente de façon inquiétante, le surendettement décolle, ... et nous n'entendons pas parler de la misère qui pourtant explose en silence.

Une des fiertés de notre société est pourtant d'avoir inscrit dans ses objectifs politiques, la lutte contre la pauvreté.

Les CPAS en sont les acteurs principaux en tant que dernier filet de la sécurité sociale et sont directement confrontés aux effets de cette crise déjà présents et vécus par de trop nombreuses personnes,

Actuellement, les CPAS ne sont pas financés par le fédéral et les régions à la hauteur des dépenses (indispensables) que la loi les oblige à assumer ou que l'état des personnes les conduisent à aider financièrement.

Il est dès lors nécessaire de leur donner les moyens financiers pour faire face aux besoins générés par les réalités sociales actuelles.

Ainsi, les Présidents de CPAS de tout le pays, constatent que:

- les statistiques indiquent sans ambiguïté une augmentation constante et inquiétante des dossiers de revenu d'intégration;
- l'envol des demandes d'aides sociales diverses (souvent non financées);
- des transferts de charge inacceptables suite à des exclusions temporaires ou définitives du chômage (alors que les statistiques du chômage restent relativement "sous contrôle" au moment même où celles des CPAS dérapent);
- la charge importante de travail sans soutien suite à l'opération de régularisation (que nous soutenons sur le principe);
- le transfert de l'Etat fédéral vers les pouvoirs locaux de l'accueil des demandeurs d'asile en raison de la saturation du réseau d'accueil;
- les conditions de travail de leurs travailleurs sociaux, dans ce contexte, se détériorent de plus en plus;
- etc.

Malgré ces constats alarmants, les CPAS se doivent en plus d' "être solidaires" de l'effort national pour amener le budget à l'équilibre. Alors qu'eux-mêmes croulent sous les difficultés et sont clairement sous-financés.

Nous tirons la sonnette d'alarme: gare aux conséquences pour les citoyens et pour les pouvoirs locaux si rien n'est fait dès le (très) prochain exercice budgétaire pour combler ce sous-financement structurel des CPAS.

Nous demandons à nos décideurs, tous niveaux de pouvoirs confondus, de venir sur le terrain pour se rendre compte de la réalité et d'ainsi mener leurs discussions budgétaires en toute connaissance de cause, celles-ci devant inclure un véritable volet "lutte contre la pauvreté".

Ne dit-on pas que l'on juge le degré de civilisation d'une société au sort qu'elle réserve à ses populations dont certainement les plus défavorisés?

Claude EMONTS,
Président de la Fédération
des CPAS de l'Union
des Villes et Communes
de Wallonie

Michel COLSON,
Président de la Section CPAS de
l'Association de la Ville et des
Communes de la Région de
Bruxelles-Capitale

Theo JANSSENS,
Voorzitter van de Afdeling
OCMW's van de Vereniging
van Vlaamse Steden en
Gemeenten

Tout renseignement relatif à la présente peut être obtenu auprès de:

Christophe Ernotte 081.24.06.50 (Union des Villes et Communes de Wallonie)

Piet Van Schuylenbergh 02.211.55.27 (Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten)

Christine Dekoninck 02.238.51.56 (Association de la Ville et des Communes de Bruxelles-Capitale)